



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité inter-départementale Drôme Ardèche**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20240124-DEC-DACA0065 EN DATE DU
21 FEVRIER 2024 PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE
LA CARRIÈRE DE LA SAS CHEVAL GRANULATS LIEU-DIT « LES VIGNARET EST » SUR LA
COMMUNE D'UPIE**

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur**

•**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R. 181-45 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme

•**VU** la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-500 du 14 novembre 2008 autorisant la SAS OBOUSSIER TP, quartier Les Blancs à SAINT-MARCEL-LES-VALENCE, à exploiter une carrière de sables et graviers ainsi qu'une installation de criblage des matériaux sur le territoire de la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vignarets Est », sur une superficie de 62 123 m² et pour une durée de 15 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011040-007 du 9 février 2011 portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la SARL Société d'Exploitation des Carrières Oboussier (SECO) pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la SAS CHEVAL GRANULATS pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2021 portant renouvellement et extension de la carrière de la SAS CHEVAL GRANULATS ;

VU l'arrêté n°2022-1105 du 25 octobre 2022 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet de la SAS CHEVAL GRANULATS « Carrière de granulats » section ZS parcelle 49 à Upie sur une surface de 15 000 m² ;

VU la demande de la SAS CHEVAL GRANULATS en date du 4 septembre 2023 auprès du Pôle Architecture et patrimoines – Service Régional de l'Archéologie de poursuivre l'exploitation de la carrière sur la parcelle ZS 49pp et de geler la zone concernée par l'arrêté n°2022/1105 du 25 octobre 2022 ;

VU l'avis favorable, du 29 septembre 2023, du Pôle Architecture et patrimoines – Service Régional de l'Archéologie à la demande de la SAS CHEVAL GRANULATS du 4 septembre 2023 ;

VU le porter à connaissance déposé le 28 novembre 2023 sur la modification des conditions d'exploitation de la carrière : abandon d'une partie de la parcelle ZS 49pp, modification du phasage d'exploitation, mise à jour des garanties financières et diminution de la production avec maintien de la durée d'exploitation jusqu'au 14 novembre 2038 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 13 février 2024 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel du 19 février 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'abandon de la parcelle ZS 49pp concernée par les fouilles d'archéologie préventive permettra la préservation du patrimoine archéologique du secteur ;

CONSIDÉRANT que l'abandon de la parcelle ZS 49pp entraînera une diminution de la production maximale autorisée de 100 000 t/an à 70 000 t/an et par conséquent une diminution des impacts liés à celle-ci (trafic routier) ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale restera de type agricole ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions d'exploitation que celles prévues par l'autorisation susvisée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 1 : « Autorisation » de l'arrêté du 24 septembre 2021 est remplacé par l'article suivant :

« Article 1 : Autorisation

La S.A.S. CHEVAL GRANULATS, quartier Mondy – BP 84 – 26 302 BOURG-DE-PEAGE, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vignarets Est », sur une superficie de 90 113 m² dans les limites définies sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière	Production moyenne de 45 000 t/an Production maximale de 70 000 t/an	2510.1	Autorisation
Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance maximale de 200 kW	2515.1b	Déclaration
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Surface maximale de transit de 10 000 m ²	2517.2	Déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration citées au paragraphe ci-dessus.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet ».

Article 2 :

L'article 2 « Caractéristiques de l'autorisation » de l'arrêté du 24 septembre 2021 est remplacé par l'article suivant :

« Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation »

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Superficie totale de la parcelle	Superficie
Upie	ZS	« Les Vignaret Est »	99	62 123 m²	62 123 m²
			49	43 043 m²	27 990 m²
Total					90 113 m²

L'autorisation est accordée jusqu'au 14 novembre 2038 remise en état incluse.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et du contrat de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation à ciel ouvert de sables et graviers devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état agricole, suivant le plan de phasage joint en annexe 2 au présent arrêté.

- La hauteur moyenne de banc exploitable est de 10 m ;
- La cote (NGF) limite en profondeur est de 224 m NGF ;
- Les réserves estimées exploitables sont de 640 000 tonnes ;
- les niveaux des terrains réaménagés se situeront à des cotes minimales de 235,50 m NGF à l'ouest jusqu'à 241,50 m NGF à l'est. Le remblaiement pourra être réalisé jusqu'au niveau du terrain naturel ;
- la production maximale annuelle autorisée est de 70 000 tonnes et la production moyenne annuelle de 45 000 tonnes ».

Article 3 :

Le point II de l'article 10.1 – Prévention des pollutions accidentelles de l'arrêté du 24 septembre 2021 est remplacé par le point suivant :

« II – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,

– 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

La cuve de stockage de GNR « double peau » de 2,5 m³ est stockée sur rétention dans un conteneur fermé et sous surveillance. Elle sera pourvue d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume de liquide présent.

Le conteneur de stockage de la cuve de GNR est situé sur l'aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbure et protégé afin d'éviter un choc avec un engin.

Une procédure en cas de fuite est présente ainsi que des kits anti-pollution ».

Article 4 :

Les annexes I – Plan cadastral, II – Plan de phasage et VI – Garanties financières de l'arrêté du 24 septembre 2021 sont remplacées respectivement par les annexes I, II et III du présent arrêté.

Article 5 : Délais et recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 6 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Upie pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'Upie fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Upie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHEVAL GRANULATS.

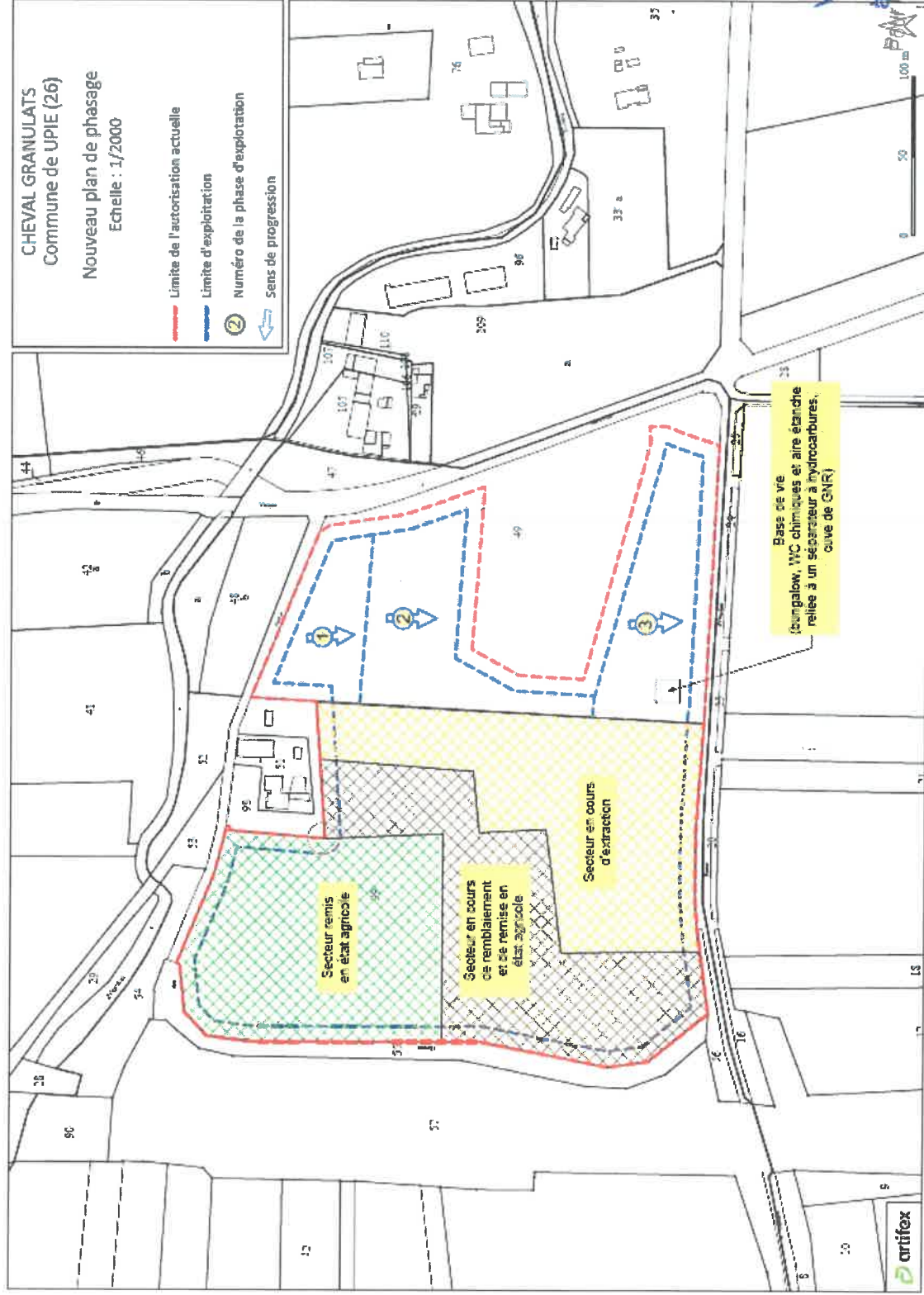
Fait à Valence, le **21 FEV. 2024**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

Plan de phasage



Vu pour être annexé

20240124-DEC-DACA0065

à l'arrêté n° du

Préfet et par délégation

Secrétaire

21 FEV. 2024

le Préfet



Garanties financières et phasage d'exploitation

Article 1. Périodicité

La durée de l'autorisation est divisée en six périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Article 2. Montant

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

- Phase quinquennale n°1 (2024 – 2029) : 69 819,70 €
- Phase quinquennale n°2 (2029 – 2034) : 59 923,35 €
- Phase quinquennale n°3 (2034 – 2038) : 46 968,56 €

Indice TP01 utilisé 840,34 (TP01 de 128,6 et coefficient de raccordement de 6,5345)

Index 0 (2009) : 616,50 et TVA 0 (2010) : 19,6 %

La phase quinquennale n°3 se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Article 3. Acte de cautionnement

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 2 ans. Celle-ci peut exceptionnellement être réduite pour la dernière phase, en rapport avec l'échéance de l'autorisation.

Article 4. Notification de la constitution des garanties financières

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir à la DREAL – Unité interdépartementale Drôme-Ardèche, un acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières.

Article 5. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse à la DREAL–Unité interdépartementale Drôme-Ardèche le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant la fin de leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

Article 6. Arrêt de l'exploitation

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation. L'exploitant notifie à cette date à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme l'arrêt des extractions conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent arrêté.

La remise en état est achevée au plus tard 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation.

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation du Maire.

Article 7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. À compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

- C_R : montant de référence des garanties financières.
- Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières
- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral
- TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- TVA_R : taux de la TVA utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état ainsi qu'une modification des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 8. Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 9. Sanctions

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce Code.

Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunération de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.173-1 du Code de l'environnement.



Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20240124.DEC.DACA0065 du 21 FEV. 2024



Le Préfet

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

